

II DIPLOMATIE VATICANE ET CHRÉTIENS D'ORIENT

(fin)

3 - Le pontificat de Benoît XVI et les chrétiens d'Orient

La visite de Chypre (4-6 juin 2010) : le prélude du Synode pour le Moyen-Orient

Benoît XVI annonce clairement que le voyage à Chypre, « représente, sous de nombreux aspects, la continuation du voyage [...] accompli l'an dernier en Terre Sainte »¹. Même s'il déclare ne pas venir avec un message politique, mais religieux qui prône l'ouverture à la paix, le pape rappelle le rôle diplomatique « soft » du Saint-Siège en disant : « Nous pouvons également aider à travers les conseils politiques et stratégiques, mais le travail essentiel du Vatican est toujours d'ordre religieux, touche le cœur »². L'un des objectifs principaux de ce voyage est la remise de l'*Instrumentum laboris*³ du Synode des évêques pour le Moyen-Orient. Ce n'est probablement pas par hasard que le pape remet ce document à l'archevêque maronite de Chypre, Mgr Youssef Soueif, eu égard au rôle central qu'assigne le Saint-Siège à l'Église maronite.

Sans s'étendre sur les détails de ce document directeur pour la tenue du Synode des évêques pour le Moyen-Orient, soulignons les éléments qui mettent en lumière le sujet de cet article :

- 1 - Le pape s'implique d'une manière personnelle pour les chrétiens d'Orient : « Il s'agit là d'un autre geste significatif du souci particulier de l'Évêque de Rome pour les chères Églises du Moyen-Orient », lui qui a « tenu à renforcer son amour pour la Terre Sainte, lors de ses voyages apostoliques en Turquie, du 28 novembre au 1^{er} décembre 2006, puis du 8 au 15 mai 2009 en Jordanie, en Israël et en Palestine »
- 2 - La perspective de renouveau des Églises, lequel est supposé avoir des conséquences sur la présence chrétienne en Orient. L'*Instrumentum laboris* l'exprime expressément en parlant du double objectif du Synode : « a) confirmer et renforcer les chrétiens dans leur identité, grâce à la Parole de Dieu et aux Sacrements ; b) raviver la communion ecclésiale entre les Églises sui iuris, afin qu'elles puissent offrir un témoignage de vie chrétienne authentique, joyeuse et attirante ».

¹ <http://www.vatican.va>

² *Ibid.*

³ <http://www.vatican.va>

3 - L'insistance sur les dialogues œcuménique et interreligieux :
« Il est essentiel pour les chrétiens de bien connaître les juifs et les musulmans, afin de pouvoir collaborer avec eux dans la sphère religieuse, sociale et culturelle, pour le bien de la société tout entière ».

4 - Le rappel que les chrétiens sont des « citoyens indigènes » qui participent à la formation de l'identité culturelle de leurs pays :
« Leur disparition constituerait une perte pour ce pluralisme qui a caractérisé depuis toujours les pays du Moyen-Orient. Sans la voix chrétienne, les sociétés moyen-orientales seraient appauvries ».



Benoît XVI à Chypre, 4 juin 2010
© Ciric

5 - Il incombe aux chrétiens d'œuvrer pour l'instauration d'une « laïcité positive » : « De telle sorte, ils aideraient à alléger le caractère théocratique du gouvernement et permettraient une plus grande égalité entre les citoyens de religions différentes, en facilitant ainsi la promotion d'une démocratie saine, positivement laïque, qui reconnaisse pleinement le rôle de la religion, dans la vie publique également, dans le respect total de la distinction entre les ordres religieux et temporel ».

6 - Les chrétiens, bien que minoritaires presque partout, devraient éviter « le repliement sur soi et la peur de l'autre ».

7 - Le document aborde la question démographique et encourage les familles nombreuses.

8 - La liberté de religion (culte) et de conscience (choix de religion) sont des droits humains inaliénables.

9 - Il faut combattre l'émigration, et profiter du soutien de ceux qui sont déjà émigrés.

10 - La mise en garde contre l'islamisme et la violence qu'il suppose.

11 - Rappel de la position du Saint-Siège sur la solution des deux États, israélien et palestinien.

- 12 - Plaider pour une société démocratique cultivant la paix et jouissant d'un développement économique sain qui empêcherait les chrétiens d'émigrer.
- 13 - L'avenir du Moyen-Orient est de la responsabilité des chrétiens et des musulmans : « Musulmans et chrétiens doivent parcourir un chemin commun. Nous appartenons au Moyen-Orient et nous nous identifions à lui. [...] En tant que citoyens, nous partageons les responsabilités pour construire et pour assainir ».
- 14 - Le chrétien pourrait avoir une contribution spéciale pour la résolution du conflit israélo-palestinien. Par le dialogue, il peut jouer le rôle de pont entre les juifs et les musulmans.
- 15 - Et enfin, le document se termine sur une note d'espérance pour l'avenir du christianisme au Moyen-Orient : « L'histoire a fait que nous sommes devenus un *petit reste*. Mais nous pouvons aussi, par notre comportement, devenir aujourd'hui une présence qui compte ».

L'Assemblée spéciale des évêques pour le Moyen-Orient

La lecture des propositions finales de l'Assemblée des évêques n'ajoute pas grand-chose à ce qui a précédé sur la question. Les *Propositionum*⁴ reprennent effectivement les grands thèmes du dialogue œcuménique et interreligieux, les questions de la présence chrétienne, du renouveau des Églises, de l'attachement à la terre, du témoignage, etc. L'essentiel de ce qui a été dit et écrit depuis 2006, en Turquie, en Jordanie, en Palestine, en Israël et à Chypre est repris, mais reformulé et contextualisé par l'Assemblée des évêques moyen-orientaux. Et même si l'*Instrumentum laboris* était le fruit des réponses des Églises aux questions qui leur ont été posées, il semble que les aspirations des chrétiens moyen-orientaux rejoignent les projets du Saint-Siège pour l'avenir du christianisme dans cette région du monde.

La lecture des *Propositionum* montre à quel point il est difficile de séparer le pastoral du politique, car si certaines propositions relèvent de considérations « spirituelles » pures (la parole de Dieu ou la liturgie par exemple), d'autres propositions débouchent clairement sur des questions aux horizons politiques (les droits de l'homme ou la forme de l'État). Cela souligne encore une fois la subtilité de l'action diplomatique du Saint-Siège où tout acte « spirituel » échappe difficilement à la dimension politique, puisqu'il implique une contextualisation de la foi dans une culture

⁴ <http://www.vatican.va>

et dans un espace-temps bien déterminés. En voulant encourager les chrétiens d'Orient et en les raffermissant dans leur foi, le Saint-Siège est forcément en train de poser un acte politique majeur qui suppose au moins la résistance à l'affaiblissement des chrétiens d'Orient et leur disparition, et au plus, un redressement de ce christianisme qui fait de lui un facteur de vie indispensable dans tous les pays arabes où il existe.

Cependant, l'importance de ce document final est à souligner à deux égards. Premièrement, il exprime la volonté conjointe du Saint-Siège et des chrétiens catholiques orientaux, représentés par leurs évêques, d'œuvrer pour la présence chrétienne au Moyen-Orient. Deuxièmement, bien au-delà des idées constructives proposées de diverses manières par le Saint-Siège, il établit une feuille de route, à l'instar de l'Exhortation apostolique pour le Liban (1997), qui engage les communautés locales. On peut effectivement lire à la fin du document : « Les Églises ayant participé au Synode sont appelées à prendre les moyens d'assurer le suivi du Synode, en collaboration avec le Conseil des Patriarches catholiques d'Orient et les structures officielles des Églises concernées, et à y impliquer davantage les prêtres, les experts laïcs et religieux » (*propositio* 43).

Ainsi, l'action diplomatique du Saint-Siège ne paraît pas isolée de l'engagement des communautés catholiques arabes qui s'avère nécessaire, voire incontournable, pour la réalisation de la politique vaticane. La lecture des *Propositionum* montre à quel point le Synode des évêques pour le Moyen-Orient dépend de la politique internationale que le Saint-Siège pratique depuis plusieurs décennies. Soulignons les éléments du Synode qui rappellent cela, et qui s'inscrivent dans le sillage direct de la diplomatie du Saint-Siège durant le pontificat de Benoît XVI :

1 - Un attachement à la terre qui ne doit absolument pas se vider de son élément chrétien qui lui est fondamental : « Vu que l'attachement à la terre natale est un élément essentiel de l'identité des personnes et des peuples et que la terre est un espace de liberté, nous exhortons nos fidèles et nos communautés ecclésiales à ne pas céder à la tentation de vendre leurs propriétés immobilières » (*propositio* 6). Le document exhorte les concernés à trouver les moyens nécessaires qui aideraient les chrétiens à acheter leur logement ou à se loger, plutôt que d'opter pour la solution que le Saint-Siège et les Églises locales ont en aversion : l'émigration.

2 - Dans le même sillage, il appartient aux Églises d'étudier les phénomènes migratoires et de faire « tout ce qui est

possible pour consolider la présence des chrétiens dans leurs patries, et cela spécialement à travers des projets de développement, pour limiter le phénomène de la migration » (*propositio* 10).

3 - Le dialogue œcuménique doit se poursuivre : « Les Pères synodaux encouragent ces Églises [catholiques orientales] à instaurer un dialogue œcuménique au niveau local. Ils recommandent aussi que les Églises orientales catholiques soient plus impliquées dans les commissions internationales du dialogue, dans la mesure du possible » (*propositio* 28).

4 - Il en est de même concernant le dialogue interreligieux « qui rapproche les esprits et les cœurs. Pour cela, ils sont invités, avec leurs partenaires, au renforcement du dialogue interreligieux, à la purification de la mémoire, au pardon mutuel du passé et à la recherche d'un meilleur avenir commun » (*propositio* 40).

5 - Même si les relations avec le judaïsme restent compliquées pour le christianisme arabe en raison du conflit israélo-palestinien et israélo-arabe, la déclaration *Nostra aetate* du Concile Vatican II est rappelée. « Les initiatives de dialogue et de coopération avec les juifs sont à encourager, pour approfondir les valeurs humaines et religieuses, la liberté, la justice, la paix et la fraternité. La lecture de l'Ancien Testament et l'approfondissement des traditions du judaïsme aident à mieux connaître la religion juive. Nous refusons l'antisémitisme et l'antijudaïsme, en distinguant entre religion et politique » (*propositio* 41).

6 - Quant aux relations avec l'islam, elles paraissent incontournables et fondamentales pour l'avenir de la présence chrétienne au Moyen-Orient où « les chrétiens partagent avec les musulmans la même vie et le même destin. Ils édifient ensemble la société ». Cependant, ces relations devraient dépasser la simple question morale ou religieuse et s'étendre sur le domaine social et politique : « Il est important de promouvoir la notion de citoyenneté, la dignité de la personne humaine, l'égalité des droits et des devoirs et la liberté religieuse comprenant la liberté du culte et la liberté de conscience ». D'où la nécessité



Rencontre avec un
dignitaire du
Kurdistan irakien

de rejeter toute attitude de repli, de renfermement et de haine : « Les chrétiens du Moyen-Orient sont appelés à poursuivre le dialogue de vie fructueux avec les musulmans. Ils veilleront à avoir, à leur égard, un regard d'estime et d'amour, mettant de côté tout préjugé négatif ». Cela devrait mener à offrir « au monde l'image d'une rencontre positive et d'une collaboration fructueuse entre les croyants de ces religions, s'opposant ensemble à tout genre de fondamentalisme et de violence au nom de la religion » (*propositio* 42).

Conclusion

Il n'y a pas de doute que le Saint-Siège joue un rôle majeur à l'endroit de la présence chrétienne au Moyen-Orient. On peut même légitimement douter qu'il existe de nos jours une diplomatie qui déploie autant d'efforts en faveur de ces chrétiens. Cependant, au vu des mutations très rapides et peu favorables aux chrétiens du Moyen-Orient durant ces dernières décennies, une question fondamentale ne cesse de s'imposer à tout observateur averti de cette région du monde : est-ce que la diplomatie du Saint-Siège et les efforts des communautés locales pourraient occasionner un véritable renouveau du christianisme oriental ou, du moins, une stabilisation de certains acquis que ces communautés possèdent encore aux endroits de la culture, de la politique, de l'économie ou de la démographie ? Les années à venir seraient probablement porteuses de réponses qu'une multitude d'hommes et de femmes espèrent positives.

Antoine FLEYFEL

**Paris - Collège des Bernardins
28 juin**

**Table ronde : « Islam et christianisme :
quel dialogue aujourd'hui ? »**
en partenariat avec l'Œuvre d'Orient

avec Jacques
Huntzinger, ancien
ambassadeur de
France, Collège des
Bernardins, le Père
Guibert, théologien,
enseignant à la
faculté Notre-Dame, Mgr Philippe Brizard, directeur général
émérite de l'Œuvre d'Orient, Mohamed-Sghir Janjar, directeur
adjoint de la fondation Abdul Aziz (Casablanca) et Mahmoud
Azab, islamologue, professeur à l'Inalco.

Informations : 01.53.10.74.44 - www.collegedesbernardins.fr